

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/001843]

**12 JANVIER 2024. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole**

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le règlement (UE) n° 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.242 alinéas 1<sup>er</sup> et 2, D.243, D.245 à 249 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole, les articles 8, alinéa 1<sup>er</sup>, 13, alinéa 6, 14, 15, 16, alinéa 5, 17, 18, 21, 22, 23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5 et 24 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 octobre 2023 ;

Vu le rapport du 1<sup>er</sup> décembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'accord du Ministre du budget, donné le 6 décembre 2023 ;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 14 décembre 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 22 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 3, § 3, de l'arrêté ministériel du 23 février 2023 exécutant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux aides à l'installation et aux investissements concernant les secteurs agricole, aquacole et horticole, ainsi que les coopératives et autres entreprises dans la première transformation et commercialisation dans le secteur agro-alimentaire et sylvicole, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 4, le mot « limitée » est remplacé par le mot « limité » ;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'achat de bâtiment n'est pas admissible entre membre d'un même partenaire au sens de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 27° de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité. ».

**Art. 2.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 3/1rédigé comme suit :

« En application de l'article 13, alinéa 6, de l'article 16, alinéa 5 et de l'article 23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, les types de documents acceptés pour déterminer les parts dans l'activité du partenaire sont les suivants :

1° un acte constitutif enregistré ou publié au *Moniteur belge* ;

2° une convention de reprise enregistrée ;

3° une convention d'association enregistrée ;

4° une convention de répartition de droits d'usage enregistrée ;

5° le registre des parts enregistré.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'enregistrement est réalisé auprès de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale.

**Art. 3.** Dans les articles 4, 6, 10, 11 et 14 du même arrêté, les mots « à l'annexe 3 » sont chaque fois remplacés par les mots « à l'annexe 3 et à l'annexe 5 ».

**Art. 4.** À l'article 5, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, 2°, le mot « naturelle » est remplacé par le mot « naturelles » ;

2° au § 2, 4°, les mots « la superficie déclarée » sont remplacés par les mots « une superficie est déclarée, conformément à l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité, et que celle-ci » ;

3° le § 2, 8° est complété par les mots « et à l'annexe 5 » ;

4° le § 2, 9° est complété par les mots « et à l'annexe 5 » ;

5° au § 2, 11°, le mot « égale » est remplacé par le mot « égal » ;

6° dans le § 3, alinéa 2, le mot « de » est chaque fois inséré entre les mots « le nombre » et les mots « membres admissibles » ;

7° le § 4 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'alinéa 1<sup>er</sup> n'est pas applicable dans le cadre des investissements qui concernent des clôtures destinées à protéger un élevage porcin de la peste porcine africaine. ».

**Art. 5.** Dans l'article 6, § 1<sup>er</sup>, 2°, du même arrêté, le mot « naturelle » est remplacé par le mot naturelles ».

**Art. 6.** A l'article 7, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « article 18 » sont remplacés par les mots « article 17 » ;

2° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour chaque investissement listé conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les documents nécessaires à leur admissibilité sont précisés parmi les documents suivants :

1° une étude hydrologique à l'échelle du bassin versant faite à la demande des communes concernées par des problèmes d'écoulement et réalisée par l'administration, par les services techniques provinciaux, par un bureau d'étude en hydrologie ou par une intercommunale ;

2° un document attestant de la présence d'un axe de concentration du ruissellement ;

3° le permis d'urbanisme afférent à l'investissement ;

4° l'étude de dimensionnement qui détermine notamment la capacité de rétention de l'investissement réalisée par un expert ou un bureau d'étude compétent dans les activités d'ingénierie et de conseils techniques. »

**Art. 7.** Dans l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, le mot « le » est remplacé par les mots « En application de l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, le ».

**Art. 8.** À l'article 12, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° l'exploitation se situe en zone rurale ou en zone semi-rurale ; » ;

b) le 2° est remplacé par ce qui suit : « 2° la taille de l'entreprise : l'entreprise est une micro, petite ou moyenne entreprise ; » ;

c) le 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° l'ancienneté de l'entreprise ; » ;

d) le 4° est remplacé par ce qui suit : « 4° la performance environnementale de l'investissement : l'exploitation répond aux exigences environnementales et à limiter son impact sur l'environnement ; » ;

e) il est inséré un 5° rédigé comme suit : « 5° l'innovation : l'investissement permet la mise en place de nouvelles pratiques ; » ;

f) il est inséré un 6° rédigé comme suit : « 6° la numérisation et la robotisation : l'investissement permet une évolution des pratiques par l'automatisation, la numérisation et la robotisation. »

Dans l'article 12, § 2, du même arrêté, le mot « cinq » est remplacé par le mot « six ».

**Art. 9.** Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre 6 est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre 6. Aides aux investissements dans la transformation ou la commercialisation de produits agricoles en produits agricoles et en produits non agricoles ainsi que dans la diversification non agricole »

**Art. 10.** Dans l'article 16 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La pondération des critères de sélection est définie à l'annexe 2, chapitre 4 lorsque le demandeur est une entreprise de transformation et de commercialisation dans le secteur agroalimentaire. La cotation dépend de la satisfaction aux critères relatifs au demandeur, à l'exploitation et à l'investissement suivants :

1° la présence de personnel salarié enregistré auprès de l'Office National de Sécurité sociale ;

2° l'exploitation se situe en zone rurale, en zone semi-rurale ou en zone non rurale ;

3° la création d'activité : l'entreprise crée un nouveau siège d'exploitation ;

4° l'un des membres au moins cotise d'un cluster ou d'un pôle compétitivité ;

5° l'exploitation est consacrée à la production biologique, totale ou partielle, ou en conversion.

Lorsque le demandeur est une SCTC, la pondération des critères de sélection est définie à l'annexe 2, chapitre 2. ».

**Art. 11.** Dans l'article 19, du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le mot « naturelle » est remplacé par le mot « naturelles » ;

2° dans le § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « à l'issue » est remplacé par les mots « à l'issue ».

**Art. 12.** À l'annexe 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Critères de sélection relatifs au demandeur, à l'exploitation et à l'investissement » ;

2° le chapitre 3 est remplacé par ce qui suit :

<b><u>Critères de sélection</u></b>	<b><u>Points attribués</u></b>
L'exploitation se situe : - EN ZONE RURALE ; - EN ZONE SEMI-RURALE.	3 2
L'entreprise est : - UNE MICRO-ENTREPRISE ( $\leq 10$ salariés) ; - UNE PETITE ENTREPRISE ( $> 10$ salariés et $\leq 50$ salariés) ; - UNE MOYENNE ENTREPRISE ( $> 50$ salariés et $\leq 250$ salariés).	3 2 1
L'ancienneté de l'entreprise : - MOINS D'UN AN ; - ENTRE UN ET CINQ ANS ; - PLUS DE CINQ ANS.	3 2 0
Performance environnementale : OUI NON	3 0
Innovation : OUI NON	3 0
Numérisation et robotisation : OUI NON	3 0

3° le chapitre 4 est remplacé par ce qui suit :

<b><u>Critères de sélection</u></b>	<b><u>Points attribués</u></b>
Personnel salarié enregistré auprès de l'ONSS : OUI NON	3 0
L'exploitation se situe : - EN ZONE RURALE ; - EN ZONE SEMI-RURALE ; - EN ZONE NON-RURALE.	3 2 0
Création d'activité : OUI NON	3 0
Membre cotisant d'un cluster ou d'un pôle compétitivité : OUI NON	3 0
La production est : - EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE OU EN QUALITÉ DIFFÉRENCIÉE ; - EN CONVERSION.	5 4

**Art. 13.** Dans le même arrêté, l'annexe n°3 est remplacée par ce qui suit :  
« Annexe n°3. Investissements productifs admissibles

M/I	Prod	Div agricole	Div non-agri	CUMA	SCTC	PME-TC Agro	PME-TC Svlt	Digitalisation	AV	Climat	Ressources naturelles	Biodiversité	RE	PO	Innovation svlt	Robot/Numérisation	Environnement svlt	Listes de matériel/équipement	Classe/ Largeur (m)	Montant forfaitaire
M						x												Abatteuse - Ebrancheuse	4 roues motrices	250 000 €
M						x												Abatteuse - Ebrancheuse	6 roues motrices	373 000 €
M						x												Abatteuse - Ebrancheuse	8 roues motrices	409 000 €
M						x										x		Abatteuse - Ebrancheuse : huiles bio et/ou largeur des pneus =>70cm	4 roues motrices	250 000 €
M						x										x		Abatteuse - Ebrancheuse : huiles bio et/ou largeur des pneus =>70cm	6 roues motrices	373 000 €
M						x										x		Abatteuse - Ebrancheuse : huiles bio et/ou largeur des pneus =>70cm	8 roues motrices	409 000 €
M							x											Accessoire abatteuse		19 000 €



M	x																			Accessoires : balayuse hydraulique		3 300 €
M	x																			Accessoires : chargeur frontal tracteur ≤70cv		5 000 €
M	x																			Accessoires : chargeur frontal tracteur >70cv		13 200 €
M	x																			Accessoires : enfonce pieux hydraulique		5 500 €
M	x																			Accessoires : interface de guidage (translateur et caméra)		17 200 €
M	x																			Accessoires : mat de levage pour tracteur		7 700 €
M																				Accessoires : Montage grue sur camion		125 000 €
M	x																			Accessoires : pince à ballots		2 200 €
M	x																			Accessoires : relevage avant		2 200 €
M	x																			Accessoires : taille haie-barre de coupe ou débroussailleuse		8 800 €
M	x																			Accessoires enjambeur : outil de pulvérisation		13 530 €
M																				Accessoires pneus tracteur forestier (chaines par paire)	la paire	3 150 €
M																				Accessoires pneus forestiers (tracks)	la paire	8 000 €
M	x																			Accessoires tonneau à lisier : rampe d'injection		19 580 €

















































































AV = Architecture verte  
 RE = résilience économique  
 TC = transformation et/ou commercialisation »

**Art. 14.** Dans le même arrêté, l'annexe n°4 est remplacée par ce qui suit :  
 « **Annexe n°4. Investissements non-productifs admissibles**

M/I	Prod	CUMA	SCTC	PME-TC Agro	PME-TC Syvi	AV	climat	ressources naturelles	biodiversité	RE	Etude hydrologique	Présence d'axe de	Permis	Etude de	Listes de matériel/équipement	Classe/ Largeur (m)	Montant forfaitaire
I	x					x	x	x	x		x		x	Etude de	Aménagement des exutoires de drains (max 1.000 €/drain)	/m² max 1000€	10 €
I	x					x	x	x				x			Barrage filtrant/fascine en fagots, h. min 40 cm (par entreprise)	/m	125.0 €
I	x					x	x	x				x			Barrage filtrant/fascine en fagots, h. min 40 cm (par le demandeur)	/m	100.0 €
I	x					x	x	x				x			Barrage filtrant/fascine en paille, h. min 40 cm (par entreprise)	/m	62.5 €
I	x					x	x	x				x			Barrage filtrant/fascine en	/m	50.0 €





AV = Architecture verte  
 RE = résilience économique  
 TC = transformation et/ou commercialisation

Dans le cadre des investissements non-productifs qui sont soumis à un permis d'urbanisme ou à une étude de dimensionnement, le bénéficiaire peut joindre dans sa demande d'aide la preuve qu'il a effectué le permis ou l'étude de dimensionnement à ses frais. Un forfait de 150 euros dans le cadre d'un permis ou un forfait de 500 euros dans le cadre d'une étude de dimensionnement peut être accordé aux bénéficiaires.

Dans le cadre de l'investissement « Déplacement entrée de champs: min 5 m de large avec canalisation DN500 mm + empièchement », une autorisation de l'autorité communale concernée est annexée à la demande d'aide.

Dans le cadre des investissements non-productifs qui sont soumis à la preuve de la présence d'un axe de ruissellement, l'administration effectue une analyse de risque en cas de proximité d'habitation présente à moins de cinquante mètres. ».

**Art. 15.** Dans le même arrêté, l'annexe n°5, chapitre 2 est remplacée par ce qui suit :

	Prod	Div agri	Div non-agri	CUMA	SCTC	PME-TC Agro	PME-TC Svlv	Digitalisation	AV	Climat	Ressources	Biodiversité	RE	Listes de matériel/équipement	Classe/ Largeur (m)	Coût simplifié revu
M/I	x			x	x		x							Achat bâtiment agricole (multifonction)	/m <sup>2</sup>	220 €
I	x													Achat bâtiment d'élevage (autre élevage)	/m <sup>2</sup>	220 €
I	x													Achat de bergerie (ovin-caprin)	/m <sup>2</sup>	231 €
I	x													Achat d'écurie chevaux d'élevage (hors manège et pension)	/m <sup>2</sup>	259 €
I	x													Achat d'élevage de poules pondeuses ou poulettes ou reproducteurs	/m <sup>2</sup>	374 €

I	x										x	Achat d'élevage de volailles d'engraissement	/m <sup>2</sup>	277 €
I	x										x	Achat d'étable bovins	/m <sup>2</sup>	238 €
I	x	x									x	Achat espace frigorifique : diversification agricole	/m <sup>2</sup>	578 €
I	x		x								x	Achat espace frigorifique : diversification non-agricole	/m <sup>2</sup>	578 €
I	x			x								Achat hangar de stockage/Remise matériel	/m <sup>2</sup>	202 €
I	x										x	Achat porcherie	/m <sup>2</sup>	272 €
I	x	x									x	Transformation et/ou vente (Achat) : diversification agricole	/m <sup>2</sup>	1 144 €
I	x		x								x	Transformation et/ou vente (Achat) : diversification non-agricole	/m <sup>2</sup>	1 144 €

AV = Architecture verte

RE = résilience économique

TC = transformation et/ou commercialisation »

**Art. 16.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Namur, le 12 janvier 2024.

W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/001843]

**12. JANUAR 2024 — Ministerieller Erlass zur Änderung des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Niederlassungsbeihilfen und über Investitionsbeihilfen für die Landwirtschaft, die Aquakultur und den Gartenbau und für im Bereich der Erstverarbeitung und Vermarktung im Agrar- und Nahrungsmittelsektor und der Forstwirtschaft tätige Genossenschaften und andere Unternehmen**

Der Landwirtschaftsminister,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/1060 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Juni 2021 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds Plus, den Kohäsionsfonds, den Fonds für einen gerechten Übergang und den Europäischen Fonds für maritime Angelegenheiten, Fischerei und Aquakultur, und unter Festlegung der Finanzvorschriften für diese Fonds und den Fonds für Asyl, Migration und Integration, den Fonds für die innere Sicherheit und das Instrument zur finanziellen Unterstützung der Grenzverwaltung und der Visapolitik;

Unter Bezugnahme auf die Verordnung (EU) Nr. 2021/2115 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 zur Festlegung von Regeln für die Unterstützung strategischer Pläne, die von den Mitgliedstaaten im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik erstellt werden sollen (strategische Pläne im Zusammenhang mit der GAP) und finanziert durch den Europäischen Garantiefonds für die Landwirtschaft (EGFL) und den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums (ELER) sowie zur Aufhebung der Verordnungen (EU) Nr. 1305/2013 und (EU) Nr. 1307/2013;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 2. Dezember 2021 in Bezug auf die Finanzierung, die Verwaltung und die Kontrolle der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 2022/128 der Kommission vom 21. Dezember 2021 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 2021/2116 des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich der Zahlstellen und anderen Einrichtungen, der Mittelverwaltung, des Rechnungsabschlusses und der Bestimmungen für Kontrollen, Sicherheiten und Transparenz;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.242 Absatz 1 und 2, D.243, D.245 à 249;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Niederlassungsbeihilfen und über Investitionsbeihilfen für die Landwirtschaft, die Aquakultur und den Gartenbau und für im Bereich der Erstverarbeitung und Vermarktung im Agrar- und Nahrungsmittelsektor und der Forstwirtschaft tätige Genossenschaften und andere Unternehmen, Artikel 8, Unterabsatz 1, 13, Unterabsatz 6, 14, 15, 16, Unterabsatz 5, 17, 18, 21, 22, 23, Absatz 1, Unterabsatz 5 und 24;

Aufgrund des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Niederlassungsbeihilfen und über Investitionsbeihilfen für die Landwirtschaft, die Aquakultur und den Gartenbau und für im Bereich der Erstverarbeitung und Vermarktung im Agrar- und Nahrungsmittelsektor und der Forstwirtschaft tätige Genossenschaften und andere Unternehmen;

Aufgrund der am 16. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des Berichts vom 1. Dezember 2023, der gemäß Artikel 3, Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 6. Dezember 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 14. Dezember 2023 erfolgten Abstimmung zwischen den Regionalregierungen und der föderalen Behörde;

Aufgrund des am 22. Dezember 2023 an den Staatsrat gerichteten Ersuchens um eine Stellungnahme innerhalb von dreißig Tagen gemäß Artikel 84, Absatz 1, Unterabsatz 1, Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der Tatsache, dass die Stellungnahme nicht innerhalb dieser Frist übermittelt wurde;

Aufgrund von Artikel 84, Absatz 4, Unterabsatz 2 der Gesetze über den Staatsrat, koordiniert am 12. Januar 1973,

Erlässt:

**Artikel 1.** In Artikel 3, Absatz 3 des ministeriellen Erlasses vom 23. Februar 2023 zur Durchführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 über Niederlassungsbeihilfen und über Investitionsbeihilfen für die Landwirtschaft, die Aquakultur und den Gartenbau und für im Bereich der Erstverarbeitung und Vermarktung im Agrar- und Nahrungsmittelsektor und der Forstwirtschaft tätige Genossenschaften und andere Unternehmen werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° nicht relevant;

2° Er wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Der Erwerb von Gebäuden ist nicht zulässig zwischen Mitgliedern ein und desselben Partners im Sinne von Artikel 2, Absatz 1, 27° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der Gemeinsamen Agrarpolitik und für Cross-Compliance.“

**Art. 2.** In demselben Erlass wird ein Artikel 3/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„In Anwendung von Artikel 13, Unterabsatz 6, Artikel 16, Unterabsatz 5 und Artikel 23, Absatz 1, Unterabsatz 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 sind die Arten von Dokumenten, die zur Bestimmung der Anteile an der Tätigkeit des Partners akzeptiert werden, die folgenden:

1° ein registrierter oder im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichter Gesellschaftsvertrag;

2° eine registrierte Übernahmevereinbarung;

3° ein registrierter Übernahmevertrag;

4° eine registrierte Vereinbarung über die Aufteilung von Nutzungsrechten;

5° das registrierte Anteilsregister.

Für die Anwendung von Absatz 1 erfolgt die Registrierung bei der Verwaltung der Vermögensdokumentation.

**Art. 3.** In den Artikeln 4, 6, 10, 11 und 14 desselben Erlasses wird der Wortlaut „in Anhang 3“ jeweils durch den Wortlaut „in Anhang 3 und Anhang 5“ ersetzt.

**Art. 4.** Im Artikel 5 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° nicht relevant;

2° in Absatz 2, Ziffer 4 wird der Wortlaut „wenn die angegebene Fläche“ ersetzt durch den Wortlaut „wenn die Fläche gemäß Artikel 9 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Konzepte für Interventionen und Beihilfen der gemeinsamen Agrarpolitik und für Cross-Compliance angegeben wurden und“;

3° in Absatz 2, Ziffer 8 wird der Wortlaut „gemäß Anhang 3“ durch den Wortlaut „gemäß Anhang 3 und Anhang 5“ ersetzt;

4° in Absatz 2, Ziffer 9 wird der Wortlaut „gemäß Anhang 3“ durch den Wortlaut „gemäß Anhang 3 und Anhang 5“ ersetzt;

5° nicht relevant;

6° nicht relevant;

7° Absatz 4 wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Absatz 1 gilt nicht im Rahmen von Investitionen in Bezug auf Zäune, die einen Schweinezuchtbetrieb vor der Afrikanischen Schweinepest schützen sollen.“

**Art. 5.** Nicht relevant.

**Art. 6.** Im Artikel 7 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut „Artikel 18“ durch den Wortlaut „Artikel 17“ ersetzt;

2° der Artikel wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Für jede nach Absatz 1 aufgelistete Investition werden die für ihre Zulässigkeit erforderlichen Dokumente unter den folgenden Dokumenten spezifiziert:

1° eine hydrologische Studie auf Ebene des Einzugsgebiets, die auf Antrag der von Abflussproblemen betroffenen Gemeinden durchgeführt wird und von der Verwaltung, den technischen Diensten der Provinz, einem hydrologischen Studienbüro oder einer Interkommunalen durchgeführt wird;

2° ein Dokument, welches das Vorhandensein einer Konzentrationsachse des Wasserabflusses belegt;

3° die Städtebaugenehmigung in Bezug auf die Investition;

4° die Dimensionierungsstudie, die insbesondere die Rückhaltekapazität der Investition bestimmt und von einem im technischen Ingenieurwesen und in technischer Beratung kompetenten Sachverständigen oder Studienbüro durchgeführt wird.“

**Art. 7.** Im Artikel 8, Absatz 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut „Die Berechnung“ durch den Wortlaut „In Anwendung von Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 entspricht die Berechnung“ ersetzt, und das Wort „entspricht“ wird gestrichen.

**Art. 8.** Im Artikel 12, Absatz 1 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

a) Ziffer 1 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: „1° der Betrieb liegt in einem ländlichen oder halbländlichen Gebiet;“

b) Ziffer 2 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: „2° die Größe des Unternehmens: ob es sich um ein Kleinstunternehmen, ein kleines oder mittleres Unternehmen handelt;“

c) Ziffer 3 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: „3° das Alter des Unternehmens;“

d) Ziffer 4 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt: „4° Umweltverträglichkeit der Investition: Der Betrieb erfüllt die Umweltanforderungen und begrenzt seine Auswirkungen auf die Umwelt;“

e) Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: „5° Innovation: Die Investition ermöglicht die Einführung neuer Praktiken;“

f) Ziffer 6 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: „6° Digitalisierung und Robotisierung: Die Investition ermöglicht eine Veränderung der Praktiken durch Automatisierung, Digitalisierung und Robotisierung.“

In Artikel 12, Absatz 2 desselben Erlasses wird das Wort „fünf“ durch das Wort „sechs“ ersetzt.

**Art. 9.** In demselben Erlass wird die Überschrift von Kapitel 6 durch folgende Überschrift ersetzt:

„Kapitel 6. Investitionsbeihilfen im Bereich der Verarbeitung oder Vermarktung von Agrarerzeugnissen zu landwirtschaftlichen und nicht landwirtschaftlichen Erzeugnissen sowie zur nicht landwirtschaftlichen Diversifizierung“

**Art. 10.** In Artikel 16 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

„Absatz 2. Die Gewichtung der Auswahlkriterien ist in Anhang 2 Kapitel 4 festgelegt, wenn es sich bei dem Antragsteller um ein Verarbeitungs- und Vermarktungsunternehmen im Agrar- und Nahrungsmittelsektor handelt. Die Bewertung hängt davon ab, ob die folgenden Kriterien in Bezug auf Antragsteller, Betrieb und Investition erfüllt sind:

1° Vorhandensein von bezahltem Personal, das beim Landesamt für soziale Sicherheit registriert ist;

2° der Betrieb befindet sich in einem ländlichen Gebiet, einem halbländlichen Gebiet oder einem nicht ländlichen Gebiet;

3. Schaffung von Tätigkeiten: Das Unternehmen errichtet einen neuen Betriebssitz;

4° mindestens ein Mitglied wirkt in einem Cluster oder einem Wettbewerbspool mit;

5° der Betrieb befindet sich ganz oder teilweise im ökologischen Anbau oder in Umstellung.

Wenn der Antragsteller eine SCTC ist, ist die Gewichtung der Auswahlkriterien in Anhang 2, Kapitel 2 festgelegt.“

**Art. 11.** In Artikel 19 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° nicht relevant;

2° nicht relevant.

**Art. 12.** In Anhang 2 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° Die Überschrift von Kapitel 1 wird durch folgende Überschrift ersetzt:

„Auswahlkriterien in Bezug auf den Antragsteller, den Betrieb und die Investition;“

2° Kapitel 3 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:



<b><u>Kriterien für die Auswahl</u></b>	<b><u>Vergebene Punkte</u></b>
Der Betrieb befindet sich: - IN EINEM LÄNDLICHEN GEBIET; - IN EINEM HALBLÄNDLICHEN GEBIET.	3 2
Das Unternehmen ist: - EIN KLEINSTUNTERNEHMEN ( $\leq 10$ Beschäftigte); - EIN KLEINES UNTERNEHMEN ( $> 10$ Beschäftigte und $\leq 50$ Beschäftigte); - EIN MITTLERES UNTERNEHMEN ( $> 50$ Beschäftigte und $\leq 250$ Beschäftigte).	3 2 1
Alter des Unternehmens: - WENIGER ALS EIN JAHR; - ZWISCHEN EINEM UND FÜNF JAHREN; - MEHR ALS FÜNF JAHRE.	3 2 0
Umweltleistung: JA NEIN	3 0
Innovation: JA NEIN	3 0
Digitalisierung und Robotisierung: JA NEIN	3 0

3° Kapitel 4 wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

<b><u>Kriterien für die Auswahl</u></b>	<b><u>Vergebene Punkte</u></b>
Beim LSS eingetragene Arbeitnehmer: JA NEIN	3 0
Der Betrieb befindet sich: - IN EINEM LÄNDLICHEN GEBIET; - IN EINEM HALBLÄNDLICHEN GEBIET; - IN EINEM NICHT LÄNDLICHEN GEBIET.	3 2 0
Schaffung von Tätigkeiten: JA NEIN	3 0
Bezahlendes Mitglied eines Clusters oder Wettbewerbspols JA NEIN	3 0
Die Produktion ist: - AUS BIOLOGISCHEM LANDBAU ODER MIT DIFFERENZIERTER QUALITÄT; - IN UMSTELLUNG.	5 4

**Art. 13.** In demselben Erlass wird Anhang 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt:  
„Anhang Nr. 3 Zulässige produktive Investitionen

M/I	Prod	Landw. Div.	Nichtlandw. Div.	CUMA	SCTC	KMU-VV Ackerb.	KMU-VV Forstw.	Digitalisierung	GA	Klima	Natürliche Ressourcen	Biodiversität	WW	PO	Innovation Forstw.	Robot./Digit. Forstw.	Umwelt Forstw.	Listen von Material/Ausrüstung	Klasse/Breite (m)	Pauschalbetrag
M							x											Harvester - Entaster	4-Rad-Antrieb	250 000 €
M							x											Harvester - Entaster	6-Rad-Antrieb	373 000 €
M							x											Harvester - Entaster	8-Rad-Antrieb	409 000 €
M							x										x	Harvester - Entaster: Bioöle und/oder Reifenbreite =>70 cm	4-Rad-Antrieb	250 000 €
M							x										x	Harvester - Entaster: Bioöle und/oder Reifenbreite =>70 cm	6-Rad-Antrieb	373 000 €
M							x										x	Harvester - Entaster: Bioöle und/oder Reifenbreite =>70 cm	8-Rad-Antrieb	409 000 €
M							x											Zubehör für Harvester		19 000 €
M							x											Zubehör für Harvester: Harvesterkopf		88 500 €































































































WW = wirtschaftliche Widerstandsfähigkeit  
 VV = Verarbeitung und/oder Vermarktung

Bei nicht-produktiven Investitionen, für die eine Städtebaugenehmigung oder eine Dimensionierungsstudie erforderlich ist, kann der Begünstigte in seinem Beihilfeantrag den Nachweis beifügen, dass er die Genehmigung oder die Dimensionierungsstudie auf eigene Kosten durchgeführt hat. Den Begünstigten kann eine Pauschale von 150 Euro im Rahmen einer Genehmigung oder eine Pauschale von 500 Euro im Rahmen einer Dimensionierungsstudie gewährt werden.

Im Rahmen der Investition „Verlegung der Feldeinfahrt: min. 5 m breit mit Kanalisation DN500 mm + Beschotterung“ ist dem Beihilfeantrag eine Genehmigung der zuständigen Gemeindebehörde beizufügen.

Bei nicht-produktiven Investitionen, für die der Nachweis einer Abflussachse erforderlich ist, führt die Verwaltung eine Risikoanalyse durch, wenn sich in der Nähe ein weniger als fünfzig Meter entferntes Wohnhaus befindet.“

Art. 15. In demselben Erlass wird Anhang , Kapitel durch folgenden Wortlaut ersetzt:

	Prod	Landw. Div	Nichtlandw. Div	CUMA	SCTC	KMU-VV Ackerb.	KMU-VV Forst	Digitalisierung	GA	Klima	Natürliche	Biodiversität	WW	Listen von Material/Ausrüstung	Klasse/Breite (m)	Revidierte vereinfachte Kosten
I	x			x	x		x						x	Erwerb eines Landwirtschaftsgebäudes (multifunktional)	/m <sup>2</sup>	220 €
I	x												x	Erwerb eines Viehzuchtgebäudes (andere Viehzucht)	/m <sup>2</sup>	220 €
I	x												x	Erwerb eines Schafstalles (Schafe und Ziegen)	/m <sup>2</sup>	231 €
I	x												x	Erwerb eines Stalles für Zuchtpferde (ohne Reithalle und Pension)	/m <sup>2</sup>	259 €

I	x										x	Erwerb im Bereich der Haltung von Legehennen oder Junghennen oder Zuchttieren	/m <sup>2</sup>	<b>374 €</b>
I	x										x	Erwerb einer Geflügelmastanlage	/m <sup>2</sup>	<b>277 €</b>
I	x										x	Erwerb eines Rinderstalles	/m <sup>2</sup>	<b>238 €</b>
I	x	x									x	Erwerb von Kühlräumen - landwirtschaftliche Diversifizierung	/m <sup>2</sup>	<b>578 €</b>
I	x		x								x	Erwerb von Kühlräumen - nicht-landwirtschaftliche Diversifizierung	/m <sup>2</sup>	<b>578 €</b>
I	x											Erwerb eines Lagerschuppens/Geräteschuppens	/m <sup>2</sup>	<b>202 €</b>
I	x										x	Erwerb eines Schweinestalls	/m <sup>2</sup>	<b>272 €</b>
I	x	x									x	Umwandlung und/oder Verkauf (Erwerb): landwirtschaftliche Diversifizierung	/m <sup>2</sup>	<b>1 144 €</b>
I	x		x								x	Umwandlung und/oder Verkauf (Erwerb): nicht-landwirtschaftliche Diversifizierung	/m <sup>2</sup>	<b>1 144 €</b>

GA = Grüne Architektur

WW = wirtschaftliche Widerstandsfähigkeit

VV = Verarbeitung und/oder Vermarktung“

**Art. 16.** Dieser Erlass wird am 1. Januar 2024 wirksam.

Namur, den 12. Januar 2024

W. BORSUS

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/001843]

**12 JANUARI 2024. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende vestigings- en investeringssteun voor de landbouw-, aquacultuur- en tuinbouwsector, alsmede voor coöperaties en andere vennootschappen die zich bezighouden met de eerste verwerking en de afzet van voedings- en bosbouwproducten**

De Minister van Landbouw,

Gelet op Verordening (EU) 2021/1060 van het Europees Parlement en de Raad van 24 juni 2021 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor regionale ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds Plus, het Cohesiefonds, het Fonds voor een rechtvaardige transitie en het Europees Fonds voor maritieme zaken, visserij en aquacultuur en de financiële regels voor die fondsen en voor het Fonds voor asiel, migratie en integratie, het Fonds voor interne veiligheid en het Instrument voor financiële steun voor grensbeheer en visumbeleid;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2115 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 tot vaststelling van voorschriften inzake steun voor de strategische plannen die de Lidstaten in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid opstellen (strategische GLB-plannen) en die uit het Europees Landbouwggarantiefonds (ELGF) en het Europees Landbouwfonds voor plattelandontwikkeling (ELFPO) worden gefinancierd, en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1305/2013 en (EU) nr. 1307/2013;

Gelet op Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad van 2 december 2021 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EU) nr. 1306/2013;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 2022/128 van de commissie van 21 december 2021 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EU) nr. 2021/2116 van het Europees Parlement en de Raad, wat betreft betaalorganen en andere instanties, financieel beheer, goedkeuring van de rekeningen, voorschriften inzake controles, zekerheden en transparantie;

Gelet op het Waals Landbouwwetboek, de artikelen D.4, D.242, eerste lid en tweede lid, D.243, D.245 tot 249;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende vestigings- en investeringssteun voor de landbouw-, aquacultuur- en tuinbouwsector, alsmede voor coöperaties en andere vennootschappen die zich bezighouden met de eerste verwerking en de afzet van voedings- en bosbouwproducten, de artikelen 8, eerste lid, 13, zesde lid, 14, 15, 16, vijfde lid, 17, 18, 21, 22, 23, § 1, vijfde lid en 24;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende vestigings- en investeringssteun voor de landbouw-, aquacultuur- en tuinbouwsector, alsmede voor coöperaties en andere vennootschappen die zich bezighouden met de eerste verwerking en de afzet van voedings- en bosbouwproducten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 16 oktober 2023;

Gelet op het rapport van 1 december 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 december 2023;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale overheid op 14 december 2023;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 december 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van de mededeling van het advies binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 3 van, § 3, van het ministerieel besluit van 23 februari 2023 tot uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende vestigings- en investeringssteun voor de landbouw-, aquacultuur- en tuinbouwsector, alsmede voor coöperaties en andere vennootschappen die zich bezighouden met de eerste verwerking en de afzet van voedings- en bosbouwproducten, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het vierde lid van de Franse versie, wordt het woord “limitée” vervangen door het woord “limité”;

2° het wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“De aankoop van een gebouw is niet subsidiabel tussen leden van dezelfde partner in de zin van artikel 2, eerste lid, 27°, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen van de tegemoetkomingen en steun van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit.”.

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 3/2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Overeenkomstig artikel 13, zesde lid, van artikel 16, vijfde lid 5 en van artikel 23, § 1, vijfde lid 5, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, zijn de soorten documenten die aanvaard worden om de aandelen in de activiteit van de partner te bepalen, de volgende:

1° een oprichtingsakte, geregistreerd of bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

2° een geregistreerde overname-overeenkomst;

3° een geregistreerde verenigingsovereenkomst;

4° een geregistreerde overeenkomst voor de verdeling van de gebruikersrechten;

5° het geregistreerde aandelenregister.

Voor de toepassing van het eerste lid, wordt de registratie uitgevoerd bij de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie.

**Art. 3.** In de artikelen 4, 6, 10, 11 en 14 van hetzelfde besluit, worden de woorden “in bijlage 3” telkens vervangen door de woorden “in bijlage 3 en in bijlage 5”.

**Art. 4.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2, 2° van de Franse versie, wordt het woord “naturelle” vervangen door het woord “naturelles”.

2° in § 2, 4°, worden de woorden “de aangegeven oppervlakte” vervangen door de woorden “een oppervlakte wordt aangegeven, overeenkomstig artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en de steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de conditionaliteit, en dat deze oppervlakte”;

3° § 2, 8° wordt aangevuld met de woorden “en in bijlage 5”;

4° § 2, 9° wordt aangevuld met de woorden “en in bijlage 5”;

5° in § 2, 11° van de Franse versie, wordt het woord “égale” vervangen door het woord “égal”;

6° in § 3, tweede lid, van de Franse versie, wordt het woord “de” telkens ingevoegd tussen de woorden “le nombre” en de woorden “membres admissibles”;

7° § 4 wordt aangevuld met het volgende lid:

“Het eerste lid is niet van toepassing in het kader van de investeringen die betrekking hebben op omheiningen om een varkensfokkerij te beschermen tegen Afrikaanse varkenspest.”.

**Art. 5.** In artikel 6, § 1, 2°, van de Franse versie van hetzelfde besluit, wordt het woord “naturelle” vervangen door het woord “naturelles”.

**Art. 6.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden “artikel 18” vervangen door de woorden “artikel 17”;

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

“Voor elke investering die overeenkomstig het eerste lid wordt opgenomen, worden de documenten die nodig zijn om in aanmerking te komen gespecificeerd uit de volgende documenten:

1° een hydrologische studie op schaal van het stroomgebied, uitgevoerd op verzoek van de gemeenten die betrokken zijn bij afvloeiingsproblemen en uitgevoerd door de administratie, door de provinciale technische diensten, door een hydrologisch studiebureau of door een intercommunale;

2° een document dat de aanwezigheid van een as van geconcentreerd afvloeiend water bewijst;

3° de bouwvergunning met betrekking tot de investering;

4° een dimensioneringsstudie om met name de opvangcapaciteit van de investering te bepalen, uitgevoerd door een deskundige of een studiebureau dat bevoegd is op het gebied van engineering en technisch advies.”

**Art. 7.** In artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “De berekening van de toegekende steun komt overeen” vervangen door de woorden “Overeenkomstig artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023, komt de berekening van de toegekende steun overeen”.

**Art. 8.** In artikel 12, § 1, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 1° wordt vervangen door wat volgt: “1° de exploitatie is gelegen in een landelijk of semi-landelijk gebied;”;

b) punt 2° wordt vervangen als volgt: “2° de omvang van de onderneming: de onderneming is een micro-, kleine of middelgrote onderneming;”;

c) punt 3° wordt vervangen als volgt: “3° de anciënniteit van de onderneming;”;

d) punt 4° wordt vervangen als volgt: “4° de milieuprestatie van de investering: de exploitatie voldoet aan de milieueisen en beperkt de impact ervan op het milieu;

e) er wordt een 5° ingevoegd, luidend als volgt: “5° innovatie: de investering maakt de invoering van nieuwe praktijken mogelijk;”;

f) er wordt een 6° ingevoegd, luidend als volgt: “6° digitalisering en robotisering: de investering maakt een evolutie van praktijken mogelijk door middel van automatisering, digitalisering en robotisering.”

In artikel 12, § 2, van hetzelfde besluit, wordt het woord “vijf” vervangen door het woord “zes”.

**Art. 9.** In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van hoofdstuk 6 vervangen door wat volgt:

“Hoofdstuk 6. Steun voor investeringen in de verwerking of afzet van landbouwproducten tot landbouwproducten en niet-landbouwproducten en voor niet-agrarische diversificatie”.

**Art. 10.** In artikel 16 van hetzelfde besluit, wordt § 2 vervangen door wat volgt:

“§ 2. De weging van de selectiecriteria wordt vastgesteld in bijlage 2, hoofdstuk 4 wanneer de aanvrager een onderneming voor primaire verwerking en afzet in de agrovoedingssector is. De notering hangt af van het voldoen aan de volgende criteria met betrekking tot de aanvrager, het bedrijf en de investering:

1° de aanwezigheid van loontrekkenden die ingeschreven zijn bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

2° de exploitatie is gelegen in een landelijk, een semi-landelijk of een niet-landelijk gebied;

3° scheppen van activiteit: het bedrijf richt een nieuwe bedrijfszetel op;

4° ten minste één van de leden draagt bij een cluster of een competitiviteitskern;

5° de exploitatie is geheel of gedeeltelijk gericht op biologische productie, of in omschakeling;

Wanneer de aanvrager een CVAV is, wordt de weging van de selectiecriteria vastgesteld in bijlage 2, hoofdstuk 2.”.

**Art. 11.** In artikel 19 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, eerste lid, 3°, van de Franse versie, wordt het woord “naturelle” vervangen door het woord “naturelles”;

2° in § 1, tweede lid, van de Franse versie, worden de woorden “à l’issue” vervangen door de woorden “à l’issue”.

**Art. 12.** In bijlage 2 bij hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het opschrift van hoofdstuk I wordt vervangen door wat volgt:

“Selectiecriteria betreffende de aanvrager, de exploitatie en de investering”;

2° hoofdstuk 3 wordt vervangen door wat volgt:



<b><u>Selectiecriteria</u></b>	<b><u>Toegekende punten</u></b>
De exploitatie ligt: - IN LANDELIJK GEBIED; - in semilandelijk gebied;	3 2
De onderneming is: - EEN MICRO-ONDERNEMING ( $\leq 10$ werknemers); - EEN KLEINE ONDERNEMING ( $> 10$ werknemers en $\leq 50$ werknemers); - EEN MIDDELGROTE ONDERNEMING ( $> 50$ werknemers en $\leq 250$ werknemers);	3 2 1
De anciënniteit van de onderneming: - MINDER DAN ÉÉN JAAR; - TUSSEN ÉÉN EN VIJF JAAR; - MEER DAN VIJF JAAR.	3 2 0
Milieuprestatie: JA NEE	3 0
Innovatie: JA NEE	3 0
Digitalisering en robotisering: JA NEE	3 0

3° hoofdstuk 4 wordt vervangen door wat volgt:

<b><u>Selectiecriteria</u></b>	<b><u>Toegekende punten</u></b>
Bezoldigd personeel geregistreerd bij de RSZ: JA NEE	3 0
De exploitatie ligt: - IN LANDELIJK GEBIED; - IN SEMI-LANDELIJK GEBIED; - in niet-landelijk gebied.	3 2 0
Scheppen van activiteit: JA NEE	3 0
Bijdragend lid van een cluster of een competitiviteitskern: JA NEE	3 0
De productie is: - IN BIOLOGISCHE LANDBOUW OF GEDIFFERENTIEERDE KWALITEIT; - IN OMSCHAKELING.	5 4

**Art. 13.** In hetzelfde besluit wordt bijlage 3 vervangen door wat volgt:  
"Bijlage nr.3. In aanmerking komende productieve investeringen

M/I	Prod	Landb. div.	Niet-landb. div.	CUMA	SCTC	PME-TC Aero	PME-TC Svlv	Digitalisering	AV	Klimaat	Natuurlijke	Biodiversiteit	RE	PO	Innovatie bosb.	Robot / diet. bosb.	Bosomgeving	Lijsten materieel/uitrusting	Klasse/ breedte (m)	Forfaitair bedrag
M							x											Tracked harvester - Delimber	4-wielaandri jving	250 000 €
M							x											Tracked harvester - Delimber	6-wielaandri jving	373 000 €
M							x											Tracked harvester - Delimber	8-wielaandri jving	409 000 €
M							x									x		Tracked harvester - Delimber: organische oliën en/of bandbreedte =>70cm	4-wielaandri jving	250 000 €
M							x									x		Tracked harvester - Delimber: organische oliën en/of bandbreedte =>70cm	6-wielaandri jving	373 000 €



















M	x								x	x	x	Takkenversnipperaar	Diameter takken minstens 60 mm	2 545 €
M									x	x	x	Zelfrijdende takkenversnipperaar met invoerwals	Diameter takken minstens 100mm	13 200 €
M									x	x	x	Takkenversnipperaar met invoerwals	Diameter takken minstens 100mm	9 400 €
M									x	x	x	Zelfrijdende bosbouw hakselaar	Min 140 CV	300 000 €
M									x	x	x	Hakselaar voor bosbouw voor tractor	70 <=120cv	15 320 €
M									x	x	x	Hakselaar voor bosbouw voor tractor	> 120cv	31 000 €
M									x	x	x	Op afstand bediende hakselaar		60 000 €
M	x											Ruggenvormer - folieafroller	Actiebreedte max. 110 cm	8 000 €
M									x			Trekker voor oplegger		82 500 €
M	x											Compacte lader/grupreiniger	<50cv	35 387 €
M	x											Compacte lader/grupreiniger	50cv=<vermogen <75CV	49 192 €
M	x											Compacte lader/grupreiniger	>= 75cv	65 186 €

M	x																				Ploeg	= drieschari g	11 000 €
M	x																				Ploeg	= vierschari g	19 635 €
M	x																				Ploeg	= vijfscharig	24 750 €
M	x																				Ploeg	>= zesscha rig	32 505 €
M																					Diepploeg	<= 5 items	17 000 €
M																					Diepploeg	> 5 items <= 8 items	40 000 €
M																					Diepploeg	> 8 items	52 000 €
M	x																				Rupsen	De 4	60 500 €
M																					Trekspaard getraind voor uitslepen en optuigen		3 500 €
M																					Clark		27 500 €
M	x																				Combinatie onkruiddeg + zaaimachine		17 347 €
M	x																				Combinatie roterende deg + zaaimachine		34 909 €
M	x																				Gecombineerde balenpers en wikkelaar		83 996 €
M																					Combinatiezaag- spijter-tapijtmachine		18 650 €
I	x																				Bouw van een landbouwgebouw (multifunctioneel)	/m <sup>2</sup>	220 €





M	x						x						Zijdellingse trimmer met draadspoel	Links en rechts	10 208 €
M						x					x		Skidder/Dorser (kabel/grijper)		275 000 €
M						x					x		Skidder/Dorser (kabel/graber)		275 000 €
													organische oliën en/of bandbreedte =>70cm		
M						x					x		Skidder/Dorser (kraan: grijper op mobiele giek)		400 000 €
M						x					x		Skidder/Dorser (kraan: grijper op mobiele giek) bio-olie en/of bandbreedte =>70cm		400 000 €
M	x									x			Stoppelcultivator/Cultivator/Covercrop	1,5m =< l <2m	4 550 €
M	x									x			Stoppelcultivator/Cultivator/Covercrop	2m =< l <3m	6 930 €
M	x									x			Stoppelcultivator/Cultivator/Covercrop	3m =< l <4 m	16 500 €
M	x									x			Stoppelcultivator/Cultivator/Covercrop	>= 4m	28 600 €
M											x		Loading deck voor combinatiegebruik		5 590 €
M	x												Getande stoppelploeg of decompactor	<4 tanden	4 400 €
M	x												Getande stoppelploeg of decompactor	>= 4 tanden	6 600 €
M	x												Mechanische looffrekker/vermaler of maaiër voor weilanden	<=1,5m	3 500 €









M														Mestspreider	> 12 m <sup>3</sup>	<b>37 945 €</b>
M														Exoskelet		<b>4 000 €</b>
M														Houtbundelaar inpakmachine	min 1 ster	<b>1 760 €</b>
M	x													Hooimachine	<= 6 schudders	<b>11 000 €</b>
M	x													Hooimachine	> 6 schudders	<b>15 169 €</b>
M	x													Maaier (zijdelings/frontaal)		<b>13 038 €</b>
M	x													Frontale maaimachine+ dubbele maaier achteraan		<b>42 174 €</b>
M	x													Maaier-kneuzer		<b>17 710 €</b>
M														Splitter	hydraulisc h (min 35cv)	<b>3 650 €</b>
M														Splitter	electrisch (min 5,5kw)	<b>3 950 €</b>
M														Splitter met lier	hydraulisc h (min 35cv)	<b>4 900 €</b>
M														Horizontale hydraulische splitmachine		<b>14 250 €</b>
M														Elektrische stapelaar	Min 2 m hoogte	<b>5 000 €</b>
I	x													Klimaatbeheersing serre: opvangbekken of regentank	/m <sup>3</sup>	<b>90 €</b>















M	x																		1 as	16 500 €
M	x	x																	2 assen	33 536 €
M	x	x																	3 assen	62 722 €
M			x																2 hydraulische assen	75 000 €
M			x																3 hydraulische assen	115 000 €
M			x																2 hydraulische assen	75 000 €
M			x																3 hydraulische assen	115 000 €
M																			12t =< capaciteit < 14t	27 450 €
M			x																14t =< capaciteit < 16t	30 610 €
M			x																16t =< capaciteit	33 560 €
M			x																12t =< capaciteit < 14t	27 450 €
M			x																14t =< capaciteit < 16t	30 610 €
M			x																16t =< capaciteit	33 560 €

M	x																		2	hydraulische assen	115 000 €
M	x																		3	hydraulische assen	165 000 €
M	x																		2	vaste assen en 1 zelfsturende as	110 000 €
M	x																		2	hydraulische assen	115 000 €
M	x																		3	hydraulische assen	165 000 €
M	x																		2	vaste assen en 1 zelfsturende as	110 000 €
M	x																		2	hydraulische assen	210 000 €
M	x																		3	hydraulische assen	240 000 €

M			x						x	Directioneel uitschuifbare bosbouwaanhangwa- gen met kraan	2 vaste assen en 1 zelfsturen- de as	<b>200 000 €</b>
M			x						x	Directioneel uitschuifbare bosbouwaanhangwa- gen met kraan - dubbele wielen	2 hydraulisc he assen	<b>210 000 €</b>
M			x						x	Directioneel uitschuifbare bosbouwaanhangwa- gen met kraan - dubbele wielen	3 hydraulisc he assen	<b>240 000 €</b>
M			x						x	Directioneel uitschuifbare bosbouwaanhangwa- gen met kraan - dubbele wielen	2 vaste assen en 1 zelfsturen- de as	<b>200 000 €</b>
M			x						x	Niet-intrekbare aanhangwagen voor boomstamenvervoer		<b>16 830 €</b>
M			x						x	Niet-intrekbare aanhangwagen voor boomstamenvervoer - dubbele wielen		<b>16 830 €</b>
M			x						x	Niet-intrekbare aanhangwagen voor boomstamenvervoer met kraan		<b>20 270 €</b>
M			x						x	Niet-intrekbare aanhangwagen voor		<b>20 270 €</b>



M													Schijf stronkenfrees	Min 65CV	23 700 €
M	x												Rotovator	1m=<1 <1,5m	4 500 €
M	x												Rotovator	>=1,5m	11 660 €
M	x												Rol/Vorenpakker		8 305 €
I	x												Bijenhuis	/bijenhuis ; min 25 eenheden	165 €
I	x												Functionele melkstal (melkinstallatie en koeler)	/plaatsen	7 123 €
M	x												Mobiele melkstal	/plaatsen	5 670 €
M	x												Kerstbomen: geautomatiseerde verpakker palletiseermachine		26 500 €
M	x												Kerstboom: automatische hydraulische verpakmachine		6 500 €
M	x												Kerstbomen: palletiseermachine		20 000 €
M	x												Kerstboom: stamzaag		6 000 €
I	x												Compacte drooginstallatie voor strobalen	/m <sup>2</sup>	953 €
I	x												Compacte drooginstallatie voor strobalen - Kwaliteitsproduct	/m <sup>2</sup>	953 €
M													Koelkast oplegger		93 000 €



I	x					x								Tunnelerre met deuren en mechanisch regelbare zijventilatie	50m lang, /m <sup>2</sup> min 5m breed, min 50m lang, /m <sup>2</sup>	<b>26 €</b>
I	x													Verplaatsbare silo	/m <sup>2</sup>	<b>78 €</b>
I	x													Torensilo	>=10 m <sup>3</sup> , /m <sup>3</sup>	<b>293 €</b>
M														Decompactor (tractor) voor de bosbouw		<b>9 400 €</b>
M	x													Drukwisselsysteem		<b>9 312 €</b>
M	x													GPS"-geleidingssystemen of geleidingssystemen zonder verbinding met de machines (kan voor meerdere machines worden gebruikt)	precisie =< 5cm	<b>19 942 €</b>
M	x													GPS"-geleidingssystemen of geleidingssystemen zonder verbinding met de machines (kan voor meerdere machines worden gebruikt)	5cm < precisie =<15 cm	<b>10 000 €</b>
M	x													GPS"-geleidingssystemen of geleidingssystemen zonder verbinding met de machines (kan voor meerdere machines worden gebruikt)	precisie > 15cm	<b>4 500 €</b>



I	x										meerdere machines worden gebruikt)	/1000l	3 465 €
M											Gemotoriseerde houttransportband	Min 2 m hoogte	3 000 €
M	x										Melktaxi	> 150 lt	6 868 €
M	x										Telescopische heftruck (met arm en cabine op de zijkant)		83 050 €
M											Hydraulische grijper		1 295 €
M											Hydraulische grijper met mes		4 835 €
M	x										Watervat		6 050 €
M	x										Giertank met injectoren		76 450 €
M	x										Mengmesttank met pallet/schommelend	<= 9 m³	12 183 €
M	x										Mengmesttank met pallet/schommelend	> 9 m³	23 100 €
M	x										Tractor	30cv =< vermogen =<50cv	19 800 €
M	x										Tractor	50cv < vermogen =<90cv	41 800 €
M	x										Tractor	90cv < vermogen =<120cv	64 240 €
M	x										Tractor	120cv < vermogen =< 150CV	85 800 €

M	x																		Tractor	> 150CV	<b>103 400 €</b>
M	x																		Tractor op biomethaan	> 150 CV	<b>173 905 €</b>
M	x																		Tractor type “wijnbouw” of “fruitbouw” (max breedte 1.6m)	70cv =< vermogen	<b>82 200 €</b>
M	x																x		Tractor type “wijnbouw” of “fruitbouw” (max breedte 1.6m) - Kwaliteitsproduct	70cv =< vermogen	<b>82 200 €</b>
I	x																x		Verwerking en/of verkoop (inrichting): landbouw diversificatie	/m <sup>2</sup>	<b>512 €</b>
I	x																x		Verwerking en/of verkoop (inrichting): landbouw diversificatie - Kwaliteitsproduct	/m <sup>2</sup>	<b>512 €</b>
I	x																x		Verwerking en/of verkoop (inrichting): niet-landbouw diversificatie	/m <sup>2</sup>	<b>512 €</b>
I	x																x		Verwerking en/of verkoop (bouw): landbouw diversificatie	/m <sup>2</sup>	<b>1 144 €</b>
I	x																x		Verwerking en/of verkoop (bouw): landbouw diversificatie - Kwaliteitsproduct	/m <sup>2</sup>	<b>1 144 €</b>
I	x																x		Verwerking en/of verkoop (bouw): niet- landbouw diversificatie	/m <sup>2</sup>	<b>1 144 €</b>

M	x	x																	Verwerking en/of verkoop: karnton		<b>10 725 €</b>
M	x	x																	Verwerking en/of verkoop: elektrische semi-automatische (kroon) kurkapparaat: landbouw diversificatie		<b>5 280 €</b>
M	x	x																	Verwerking en/of verkoop: elektrische semi-automatische (kroon) kurkapparaat: landbouw diversificatie - Kwaliteitsproduct		<b>5 280 €</b>
M	x																		Verwerking en/of verkoop: elektrische semi-automatische (kroon) kurkapparaat: niet-landbouw diversificatie		<b>5 280 €</b>
M	x																		Verwerking en/of verkoop: gecombineerde pasteurisator - ijsturbine	/L/u, min 30L/ inhoud	<b>440 €</b>
M	x																		Verwerking en/of verkoop: semi-automatische in- of verpakingsmachine: landbouw diversificatie		<b>7 150 €</b>
M	x																		Verwerking en/of verkoop: semi-automatische in- of		<b>7 150 €</b>







M	x	x		x					x								Verwerking en/of verkoop: pneumatische kaaspers	Per cilinder max 3 cilinders	<b>3 190 €</b>
I	x			x					x								Verwerking en/of verkoop: pneumatische wijnpers	Min. 13 kW vermogen	81 880 €
M	x			x					x								Verwerking en/of verkoop: pastadroogrek	Min 40kg	<b>7 150 €</b>
M	x			x					x								Verwerking en/of verkoop: meelzeef		<b>14 850 €</b>
M	x			x					x								Verwerking en/of verkoop: meelzeef - Kwaliteitsproduct		<b>14 850 €</b>
M	x			x					x								Verwerking en/of verkoop: gecombineerde ijsturbine	/L, min 20 L/u	<b>363 €</b>
M	x			x					x								Verwerking en/of verkoop: weegschaal - etiketteermachine: landbouw diversificatie		<b>1 100 €</b>
M	x			x					x								Verwerking en/of verkoop: weegschaal - etiketteermachine: landbouw diversificatie - Kwaliteitsproduct		<b>1 100 €</b>
M	x			x					x								Verwerking en/of verkoop: weegschaal - etiketteermachine: niet-landbouw diversificatie		<b>1 100 €</b>
M	x			x					x								Elektrische transpallet		<b>2 860 €</b>





Art. 14. In hetzelfde besluit wordt bijlage 4 vervangen door wat volgt:  
**"Bijlage 4. Subsidieerbare niet-productieve investeringen**

	I/M/I	Prod	CUMA	SCTC	PME-TC Agro	PME-TC Sylvi	AV	Klimaat	Natuurlijke hulpbronnen	Biodiversiteit	RE	Hydrologisch onderzoek	Aanwezigheid van	Stedenbouwkundige	Dimensioneringson	Lijsten materieel/uitrusting	Klasse/breedte (m)	Forfaitair bedrag
I	x						x	x	x	x		x		x		Inrichting afvoeruitlaat (max. 1000 €/uitlaat)	/m <sup>2</sup> max €1000	10 €
I	x						x	x	x				x			Filterstuw/houtbundel met hoogte van min 40 cm (door onderneming)	/m	125,0 €
I	x						x	x	x				x			Filterstuw/houtbundel met hoogte van min 40 cm (door aanvrager)	/m	100,0 €
I	x						x	x	x				x			Filterstuw/strobundel met hoogte van min 40 cm (door onderneming)	/m	62,5 €
I	x						x	x	x				x			Filterstuw/strobundel met hoogte van min 40 cm (door aanvrager)	/m	50,0 €
I	x						x	x	x				x			Uitbreiding van een filterdam/strobundel	/m	10 €

I	x										x							via een dijk, h min 40 cm (per onderneming)		
I																		Uitbreiding van een filterdam/strobundel via een dijk, h min 40 cm (door aanvrager)	/m	10 €
I	x																	Retentiebekken 25 tot 200 m3	/m² ; max 2000€	10 €
I	x																	Aanleg van greppel met redan: gracht 1 $\geq$ 1 m en P $\geq$ 60 cm (€/m) + redan (3/4 h van gracht) met buis ND 160 tot 200 (€/eenheid): greppel	/m	15 €
I	x																	Aanleg van greppel met redan: gracht 1 $\geq$ 1 m en P $\geq$ 60 cm (€/m) + redan (3/4 h van gracht) met buis ND 160 tot 200 (€/eenheid): redan	/redan	125 €
I	x																	Aanleg van open greppel, 1 en P $\geq$ 50 cm	/m	10 €
I	x																	Aanleg van sloten, 1 $\geq$ 3,5 m en P $\geq$ 50 cm, helling 2/1	/m²	5 €



In het geval van de investering "Verplaatsing weide ingang: min. 5 m breed met leiding DN500 mm + steenverharding" wordt een vergunning van de betrokken gemeentelijke overheid bij de steunaanvraag gevoegd.

In het kader van niet-productieve investeringen waarvoor het bewijs van de aanwezigheid van een afvloeiingsas vereist is, voert de administratie een risicoanalyse uit in geval van nabijheid van een woning op minder dan vijftig meter afstand. "

**Art. 15.** In hetzelfde besluit wordt bijlage 5, hoofdstuk 2, vervangen door wat volgt:

	Prod	Div non-agri	Niet-landb. div	CUMA	SCTC	PMF-TC Agro	PMF-TC Svlv	Dietalietine	AV	Klimaat	Natuurlijke	Biodiversiteit	RF	Lijsten materieleel/uitrusting	Klasse/breedte (m)	Vereenvoudigde kostenherzien
I	x		x		x		x						x	Bouw van een landbouwgebouw (multifunctioneel)	/m <sup>2</sup>	220 €
I	x												x	Bouw van een fokkerijgebouw (overige kweken)	/m <sup>2</sup>	220 €
I	x												x	Aankoop schaapstal (geit en schaaapachtigen)	/m <sup>2</sup>	231 €
I	x												x	Bouw van een paardenstal voor fokpaarden (buiten manège en pension)	/m <sup>2</sup>	259 €
I	x												x	Bouw van een kwekerij voor legkippen of kipjes of kweekhennen	/m <sup>2</sup>	374 €
I	x												x	Bouw van een kippenstal voor vetmesting pluimvee	/m <sup>2</sup>	277 €
I	x												x	Aankoop runderstal	/m <sup>2</sup>	238 €
I	x	x				x							x	Aankoop koelruimte: landbouwdiversificatie	/m <sup>2</sup>	578 €

I	x	x	x								x	Aankoop koelruimte: niet-landbouwdiversificatie	/m <sup>2</sup>	578 €
I	x		x	x								Bouw van een hangar voor opslag/Schuur voor materieel	/m <sup>2</sup>	202 €
I	x										x	Aankoop varkensstal	/m <sup>2</sup>	272 €
I	x	x		x	x						x	Verwerking en/of verkoop (Aankoop) : landbouw diversificatie	/m <sup>2</sup>	1 144 €
I	x		x								x	Verwerking en/of verkoop (Aankoop) : niet-landbouw diversificatie	/m <sup>2</sup>	1 144 €

AV =Groene architectuur

RE = economische weerbaarheid

TC = verwerking en/of afzet"

**Art. 16.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2024.

Namen, 12 januari 2024.

W. BORSUS